

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
DEUXIEME CONFERENCE DES STATISTICIENS AFRICAINS  
26 JUIN - 8 JUILLET 1961  
TUNIS, TUNISIE

Point 5 (b) de l'ordre du jour provisoire

LES STATISTIQUES DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE  
EN AFRIQUE

(Note présentée par l'Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture)

## LES STATISTIQUES DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

### I - Introduction

Les rapports qui traitent du développement des pays africains soulignent fréquemment l'insuffisance des données relatives à la consommation alimentaire. Les renseignements en cette matière proviennent généralement de deux types de travaux statistiques : les bilans alimentaires et les enquêtes sur la consommation alimentaire.

Les bilans alimentaires fournissent des données quantitatives qui permettent d'arriver à une estimation globale des produits alimentaires disponibles pour la consommation humaine. Après avoir évalué ces données pour l'ensemble du pays ou du territoire considéré, on divise le total par le chiffre de la population pour obtenir une estimation de la consommation moyenne par habitant. Ces bilans étant fondés sur une moyenne pour l'ensemble du pays, ils ne font pas apparaître les différences qui peuvent exister entre groupes régionaux, socio-économiques, etc.

Les enquêtes sur la consommation alimentaire étudient la quantité des divers types de produits alimentaires consommée pendant une période donnée.

Les données sont recueillies, le plus souvent, dans les ménages, mais elles peuvent l'être aussi par interrogatoire individuel. Ces enquêtes peuvent porter exclusivement sur la consommation alimentaire ou être exécutées dans le cadre d'enquêtes générales sur les ménages. Si elles sont judicieusement menées, elles sont d'une bien plus grande utilité que les bilans alimentaires pour évaluer la situation alimentaire et nutritionnelle de la population. En effet, le cadre et les méthodes adoptés pour ces

enquêtes peuvent être adaptés à des exigences particulières et faire connaître la situation d'une petite communauté ou d'une petite zone ou celle de groupes de population caractérisés par le revenu, la profession, etc., ou celle de l'ensemble du pays si l'enquête est exécutée sur un plan assez étendu.

## II - Bilans alimentaires

Deux pays africains seulement, la RAU (Egypte) et l'Union sud-africaine, fournissent actuellement une contribution régulière aux bilans alimentaires établis par la FAO. La Libye et l'île Maurice ont récemment commencé à établir des séries périodiques, des ébauches de bilan ont été préparées pour le Congo (Léopoldville), Madagascar, le Maroc et la Tunisie. Un consultant pour la FAO et la CEA s'est rendu récemment en Angola, au Cameroun, au Ghana, au Kenya, au Mozambique, en Nigéria, dans l'Ouganda et au Tanganyika, et a préparé, pour ces pays des avant-projets de bilans alimentaires.

L'une des difficultés principales auxquelles on se heurte pour préparer des bilans alimentaires en Afrique est l'absence de données suffisamment précises sur la production alimentaire, alors que ces données sont le point de départ de l'établissement des bilans. Si la situation est un peu meilleure en ce qui concerne les pays d'Afrique du nord, où l'on dispose, pour le moins, d'estimations de la production du blé et de l'orge, on relève, en ce qui concerne les pays situés au sud du Sahara, de nombreuses lacunes dans les statistiques de production des principales récoltes (millets, sorghos, maïs, racines à farine, bananes). En outre, les produits alimentaires ne proviennent pas seulement de la culture, de l'élevage et de la pêche, mais aussi, pour une part non

négligeable, de la cueillette. Si l'on met à part les produits qui présentent un intérêt principal, on est très mal renseigné sur la quantité des produits de cueillette destinés à la consommation alimentaire directe.

### III - Enquêtes sur la consommation alimentaire

Des enquêtes ont été exécutées dans les pays et territoires africains suivants : Bassoutoland, Côte d'Ivoire Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Gambie, Haute-Volta, Ghana, Libye, Madagascar, Nigéria, Ruanda-Urundi, Sénégal, Somalie, Rhodésie du Sud, Tanganyika, Togo, Tunisie, Ouganda et Union sud-africaine.

La plupart des enquêtes ne portent que sur une zone très limitée ou sur une petite partie de la population. Dans certains cas, elles ne couvrent qu'une brève période et de ce fait, ne peuvent tenir compte des changements saisonniers qui revêtent pourtant une importance particulière dans les zones rurales, où la consommation alimentaire est étroitement liée au cycle de la production. Dans d'autres cas, on a étudié seulement les dépenses d'alimentation, ce qui ne permet pas d'apprécier utilement le contenu de la ration alimentaire.

Parfois les ménages ou les personnes retenues n'ont pas été tirés selon les principes scientifiques du sondage aléatoire et il n'est donc nullement certain que les données recueillies soient vraiment caractéristiques de la zone ou du groupe de population étudiés. Le domaine des enquêtes sur la consommation alimentaire devrait être considérablement élargi en Afrique, de même que dans d'autres parties du monde en voie de développement.

A sa dixième session, la Conférence de la FAO, soulignant une fois de plus l'importance des enquêtes sur la consommation alimentaire en tant que moyen de rassembler les données de base nécessaires à l'établissement des programmes dans les domaines nutritionnel, économique et social, a notamment prié le Directeur général, dans sa résolution 34/59<sup>1/</sup> a) d'élaborer un projet de programme d'enquêtes sur la consommation alimentaire selon le modèle adopté pour le recensement mondial de l'agriculture de 1960 et b) d'organiser des réunions techniques régionales de nutritionnistes, de statisticiens et d'économistes en vue d'étudier ces projets de programme et les méthodes d'enquêtes applicables à la situation particulière des différentes régions. La première Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique qui s'est tenue en Nigéria, en novembre 1960, a également souligné qu'il importait au plus haut point d'exécuter un plus grand nombre d'enquêtes sur la consommation alimentaire dans toute la région. Un projet de programme d'enquêtes a déjà été mis au point.

#### IV - Conclusions

Comme on l'a indiqué ci-dessus, il est nécessaire d'améliorer les statistiques alimentaires en Afrique dans trois domaines différents; le rassemblement des données statistiques, l'établissement de bilans alimentaires (y compris les statistiques d'utilisation) et l'exécution d'enquêtes sur la consommation alimentaire. La Conférence pourra juger utile de suggérer les moyens qui permettraient d'encourager une action, sur les plans national et international, en vue d'améliorer les statistiques de l'alimentation en Afrique.

<sup>1/</sup> La bibliothèque de la CEA ne possédant pas le texte français du rapport de cette Conférence, la présente traduction est donnée pour la commodité du lecteur et sous réserve.